



## **RENCONTRE AFRIQUE – GRANDE MURAILLE VERTE**

*Du Maghreb à Madagascar*

*Mardi 23 mai 2023 (10h30-12h45), Issy-les-Moulineaux  
En marge de l'Assemblée générale de CUF*



### ***LES COLLECTIVITES LOCALES : ACTRICES DE L'INITIATIVE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE ?***

#### **OBJECTIFS ET LIVRABLES ATTENDUS DE LA RENCONTRE**

- ⇒ Informer les participants sur le programme GMV
- ⇒ Présenter des illustrations concrètes, favoriser le partage d'expériences et proposer des moyens d'action
- ⇒ Élaborer et diffuser un plaidoyer pour favoriser le portage par les collectivités territoriales africaines de projets en lien avec la GMV (CUF / CGLU-A / OSC)

Cités Unies France a proposé un échange entre les collectivités locales françaises et africaines autour de leurs partenariats actuels et potentiels élaborés dans le cadre de la Grande Muraille Verte.

A l'ordre du jour, entre échanges et plaidoyers : conférence d'experts, débats généraux, témoignages de collectivités et d'acteurs de la société civile.



## INTRODUCTION

⇒ **Caroline Millan, Conseillère municipale déléguée, membre du Bureau exécutif de Cités Unies France** Mot de bienvenue, Issy-les-Moulineaux

Caroline Millan remercie les représentants des collectivités présents à cette rencontre et dresse un panorama général de l'Initiative de la Grande Muraille Verte (I-GMV). Cette initiative peut faire l'objet de critiques, n'a pas toujours bonne presse auprès de la communauté scientifique. Néanmoins, elle a évolué dans le temps pour davantage répondre aux besoins des populations. Elle présente ensuite cette réunion qui est composée en deux temps : un technique, pour comprendre ce qu'est la GMV, puis un d'illustrations par les collectivités.

⇒ **Mohamed Nbou, Conseiller spécial Climat, Biodiversité et Systèmes alimentaires auprès du Secrétaire Général de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (à distance) : la GMV, au carrefour de l'Agenda mondial Climat, Biodiversité, Désertification, Sécurité alimentaire, et du multilatéralisme**

Mohamed Nbou souligne que le timing politique de cette réunion est parfait. En période de changements climatiques criants, face aux derniers rapports du GIEC, la nécessité de sortir de la « crise de mise en œuvre » de l'initiative Grande Muraille Verte devient brûlante. Les collectivités sont des acteurs clés pour y trouver une solution. Proches du terrain, elles sont les plus à même de renforcer la résilience des modes de vie des habitants, de leur administration et plus généralement de leur État. Revoir le cadre de gouvernance en clarifiant les rôles respectifs des acteurs de l'I-GMV, notamment des collectivités locales, était donc important. L'Union Africaine dans sa *Nouvelle Stratégie 2023-2032* l'a fait, et cette rencontre permet aux collectivités partenaires françaises de comprendre le rôle d'appui qu'elles peuvent jouer au sein de ce projet.

## QUELLES TRANSFORMATIONS / REAMENAGEMENTS DE L'INITIATIVE GRANDE MURAILLE VERTE ET QUELLE PLACE DES COLLECTIVITES LOCALES DANS CE NOUVEAU CONTEXTE ?

⇒ **Oumar Abdoulaye Ba**, Directeur de l'Agence Sénégalaise de la Reforestation et de la Grande Muraille Verte

Monsieur Oumar Abdoulaye Ba appuie cette idée d'adaptation des collectivités territoriales. Il souligne que l'implication des citoyens dans l'I-GMV ne peut passer que par une écoute de leurs propres besoins vitaux. Une personne qui peine pour faire survivre sa famille ne s'attarde pas sur le sujet de planter des arbres. Ainsi la Grande Muraille Verte doit prendre en considération l'ensemble des éléments socio-économiques particuliers dans laquelle elle s'inscrit : la consommation d'eau, d'électricité, l'exode, l'immigration etc. Il faudrait créer un « écosystème de communautés résilientes » dont l'ossature serait construite par l'Etat. Ce dernier permet par des outils, et encadre par des lois, pour que les collectivités puissent s'adapter et se renforcer face aux conditions de leur territoire. L'important est de regarder vers le futur avec espoir pour pouvoir avancer. Cet espoir ne peut être envisagé que si des opportunités sont visibles par les citoyens. Les États doivent être présents pour en donner, l'AICT est un autre moyen de développement local.

⇒ **Jean-Marc Garreau**, directeur de la gestion des connaissances à SOS Sahel, membre du Groupe de Travail Désertification

Jean-Marc Garreau rappelle ensuite l'histoire et l'actualité de l'Initiative de la Grande Muraille Verte. A la fin des années 1980, des gouverneurs ont commencé à poser un regard différent sur les zones sèches en Afrique : elles ne devaient plus être des lieux où la question de la survie est omniprésente, mais des zones d'opportunités. Une réflexion autour d'une possible mise à profit de ces zones et du développement d'une prospérité qui leur est propre a été entamée. En 2007, l'Union Africaine lance le programme « *Grande Muraille Verte* », un programme de l'Union Africaine en évolution.

### ÉVOLUTION DE L'INITIATIVE DE LA GRANDE MURAILLE VERTE

→ 2007- 2015 : objectif de plantation d'arbres continue entre Dakar et Djibouti, 8 000 km

→ 2016-2022 : gestion durable des écosystèmes et d'amélioration des conditions de vie des populations touchées par la dégradation des terres

→ 2023-2032 : « Nouvelle stratégie » : Éliminer la pauvreté et construire une prospérité partagée dans les zones sèches, grâce à une bonne coordination des acteurs et une bonne gouvernance, et par des transformations sociales, culturelles, économiques et écologiques.

La *Nouvelle Stratégie 2023-2032* prône une « *approche inclusive : renforcer les gouvernements locaux, les communautés locales et les OSC et leur donner la responsabilité première, par l'intégration des actions de la GMV dans les plans de développement locaux (...), le soutien aux mécanismes locaux de consultation et de coordination entre les acteurs publics locaux, les communautés locales et les OSC.* »<sup>1</sup> Toutefois, de par sa multitude d'acteurs en jeu, la ligne directrice de la GMV dans sa mise en pratique ne s'est jamais clairement définie. Son problème le plus important est donc sa gouvernance. Le représentant du GTD plaide pour une plus grande importance des collectivités dans la gouvernance de la GMV sans lesquelles aucune action concrète ne peut être menée qu'elle vienne d'une volonté étatique ou des associations.

<sup>1</sup> *La nouvelle Stratégie de l'Initiative de la Grande Muraille Verte et le plan d'action décennal (2023-2032)*, Union Africaine

⇒ **Hélène Julien**, Référente Grande Muraille Verte à AFD (Division Agriculture, Développement rural et Biodiversité)

Hélène Julien revient ensuite sur des éléments de contexte. Face aux changements climatiques, et à l'instabilité politique, les pays africains sont vulnérables ; la sécurité alimentaire est notamment mise en danger. La mise en place d'une gestion durable des ressources naturelles en matière sociale et environnementale est importante. Toutefois, le rapport *The Great Green Wall Implementation Status and Way Ahead to 2030* de septembre 2022 met en lumière les faibles résultats de l'I-GMV de l'Union Africaine. Plusieurs ministres de l'environnement des pays concernés ont appelé la communauté internationale à mieux se coordonner pour atteindre les objectifs de l'Initiative à l'horizon 2030. Lors du *One Planet Summit* de janvier 2021, la priorité a été mise sur l'agroécologie et la GMV. Un engagement total de 19,6 Mds \$ (14 Mds €) pour « accélérer » la GMV sur 2021-2025 a été déclaré. La France y a contribué à une hauteur de 600 M€ via l'initiative *Climate Resilience for Rural Africa* (2021-2025). Suite à ce sommet, l'Accélérateur de la GMV auprès du Secrétariat UNCCD a été créé. Cet accélérateur est un dispositif de redevabilité et de suivi-évaluation commun reposant sur cinq piliers (voir la photo ci-jointe). L'AFD, s'appuyant sur ce dispositif, a lancé des appels à projets dédiés à la GMV et analyse les partenariats qui pourraient en relever.

**Pilier 1** - Investment in small and medium enterprises and strengthening of value chains, local markets, organization of exports

**Pilier 2** - Land Restoration and Sustainable Ecosystem Management

**Pilier 3** - Climate resilient infrastructure and access to renewable energy

**Pilier 4** - Favorable economic and institutional framework for effective governance

**Pilier 5** - Capacity Building



## ILLUSTRATIONS CONCRETES DE PROJETS MENES PAR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES OU AUTRES PARTENAIRES

⇒ **Marie-Thérèse Robert**, conseillère municipale à Belfort partenaire de Tanghin Dassouri et Komki Ipala (Burkina Faso)

Marie-Thérèse Robert présente le partenariat entre le Grand Belfort et le département avec Tanghin Dassouri et Komki Ipala non élaboré comme relevant de la GMV, mais dont les objectifs sont semblables. Ce dernier est né en réponse à une demande d'une association locale pour « sortir les habitants de la pauvreté ». Il s'agit d'une démarche communautaire fondée sur un programme d'assainissement-agroécologie. Des latrines subventionnées étaient proposées aux ménages qui s'engageaient à récupérer les sous-produits des latrines pour s'en servir d'engrais dans les champs. Dès la première année d'application, les résultats ont permis une amélioration de la vie des bénéficiaires. Les difficultés possibles à la bonne mise en place de ce programme sont les possibles tensions entre les familles. Mais l'établissement de règles peut permettre de les dépasser. La force de cette méthode est d'avoir une approche globale basée sur l'engagement des bénéficiaires qui possèdent une bonne connaissance du terrain, ce qui permet une bonne adaptation du programme aux conditions réelles. En octobre 2019, ce programme a été présenté à Poitiers aux premières Assises régionales Sahel. Il a été repéré par CUF, qui a proposé de travailler sur une mise à l'échelle. C'est ainsi que les collectivités belfortaines ont été mises en relation avec M. Adama Doulkom, coordonnateur de la GMV pour le Burkina. Malgré tout, le projet n'a toujours pas abouti, à cause d'un faible portage politique. L'intervenante pose la question de la réelle marge de manœuvre des coordonnateurs des Etats de la GMV. La Société de Développement en Ingénierie Rurale SIDR, le laboratoire burkinabè BUNASOLS et les directions régionales de l'agriculture sont en appui de ce projet. De plus, Le Grand Belfort a décidé de soutenir l'action du SIDR dans la Région de la Tapoa au Burkina Faso, lieu d'élevage, de culture mais aussi de tensions armées. Grâce à la connaissance du terrain, du réseau de formateurs et l'engagement de ses formateurs du SIDR et à l'Ambassade de France au Burkina Faso, la collectivité française peut mettre en place des projets dans cette région pour aider les populations en restant dans son rôle de soutien par la coopération décentralisée.

⇒ **Benoît Pilet**, adjoint au maire d'Angers (partenaire de Linguère, Sénégal) et président de la mission Sahel de CUF

Benoît Pilet illustre ces propos théoriques en présentant le partenariat entre Ville de Linguère au Sénégal, Angers Loire Métropole (ALM), la Ville d'Angers, les acteurs de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche angevins (ESA, ISTOM et Institut Agro Rennes Angers), et deux acteurs locaux sénégalais : l'Agence Sénégalaise de la Reforestation et de la Grande Muraille Verte (ASRGMV) et Agronomes & Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) sur les thèmes de la reforestation et de l'agroécologie. Ce projet a pour vocation de développer les stages « *Tolon keur* » qui s'inscrivent dans la stratégie de l'Agence Sénégalaise de la Reforestation et de la Grande Muraille verte. L'objectif est de remettre les populations au centre de l'action de reforestation, en mettant à leur disposition les plants dont elles ont besoin pour leur alimentation, leurs soins médicaux et autres services divers. Ces stages concernent les étudiants de l'ISTOM pour qu'ils se penchent sur l'aménagement d'une première parcelle agricole en conjuguant les savoirs traditionnels africains à ceux de la permaculture, de l'agroécologie, du jardin-forêt et jardin- mandala. Un suivi est mis en place, en parallèle de l'avancement du projet de renaturation, sous forme de missions techniques pour s'assurer de la pérennisation de ce qui est mis en place.

⇒ **Sonia Tebbakh**, chargée de mission, Région PACA (partenaire de ...)

Sonia Tebbakh montre par les projets de sa région avec ses partenaires en Tunisie que le reboisement permet de même de préserver la biodiversité face aux changements climatiques. Le cœur de ces partenariats est la « guerre du feu » commune due aux incendies de plus en plus fréquents et dévastateurs dans la région Sud et en Tunisie. La région a subventionné un partenariat entre l'établissement public Entente pour la Forêt Méditerranéenne et l'Entente Valabre pour la formation des sapeurs-pompiers tunisiens. En 2022, elle a

répondu à un appel à projet de la DAECT. Ce projet a vocation d'être une expérimentation, reproductible si elle s'avère concluante. Il consiste à rendre autonomes les autorités locales dans leur lutte face aux incendies. Il repose sur trois volets : la prévention et la lutte contre les incendies de forêts, le reboisement écologique post-incendie par le développement de paysages forestiers résistants et résilients, et l'aménagement territorial. Cette préservation des forêts permet de sauvegarder une partie de la richesse de la biodiversité environnante qui tient à cœur au GDA Sidi Amor, le partenaire tunisien.

⇒ **Abdou Issa**, vice-président de Zinder (partenaire du département du Val-de-Marne)

Abdou Issa présente le partenariat que sa ville au Niger entretient avec le département du Val-de-Marne. Le Maire de Zinder, Monsieur Abdourahim Balarabé, dès sa prise de fonction, a sollicité l'appui du Département pour l'accompagner dans la construction et la mise en œuvre de la démarche d'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) dont la Ville doit se doter. Grâce à un échange de bonnes pratiques, notamment lors de l'accueil d'une délégation zindéroise en Val-de-Marne en septembre 2022, la ville de Zinder a pu améliorer ses outils d'aménagement et d'urbanisme. Les enjeux en lien avec les changements climatiques et la transition écologique, la lutte contre la désertification, et la santé sont en réflexion lors des échanges. La ville souhaite élaborer une démarche soutenue par les habitants, les acteurs économiques, les agriculteurs et éleveurs, et de manière générale les représentants de la société civile pour alimenter la construction du projet de territoire, complémentaire de la phase de diagnostic réalisé par le bureau d'études et nécessaire à la formalisation du SDAU financé par l'État nigérien. Elle s'est engagée dans un plan de reboisement pluriannuel, en partie financée par le département du Val de Marne. Ces arbres pourront rendre la ville plus attractive, que ce soit grâce à ses zones d'ombres, à son embellissement et à la baisse de sa pollution. Une demande de cofinancement est envisagée dans le cadre du dispositif « Facilité de financement des collectivités territoriales (FICOL) » de l'Agence Française de Développement (AFD). Le commencement du projet est prévu pour 2024.

⇒ **Thomas Cosse**, France Volontaires

France Volontaire, représenté par Thomas Cossé lors de cette réunion, a lancé un programme « volontaires pour la Grande Muraille Verte ». Les associations qui proposent des missions de volontariat en Afrique répondant aux enjeux de la Grande Muraille Verte sont appelées à se manifester. Ainsi davantage de jeunes pourront s'engager dans la mise en application de l'I-GMV. Ils peuvent partir pour ces missions dans le cadre de leur volontariat de solidarité internationale, volontariat d'échange de compétences, de leur service civique en réciprocité en France, par les dispositifs de volontariat national africains ou de volontariat Sud-Sud entre pays africains. Ce programme permet ainsi d'engager les citoyens dans l'initiative de la Grande Muraille Verte.

⇒ *Réactions des élus et échanges avec les participants*

Un débat s'organise autour de la controverse des scientifiques vis-à-vis de la GMV. Ces derniers la critiquent beaucoup de par son histoire : planter des arbres seulement ne suffit pas. Même si l'initiative a évolué, cette image reste persistante. **Oumar Abdoulaye Ba** souligne que la volonté politique a précédé les études scientifiques, que « aujourd'hui nous plantons à l'aveugle », car les études de terrain auraient dû se faire avant. De plus, les scientifiques, selon lui, devraient mener leurs enquêtes pour répondre aux besoins des communautés et pas seulement pour la connaissance scientifique pure. En d'autres termes, tous les acteurs devraient avoir le même objectif en tête, la protection et la prospérité de la population par la protection de son environnement.

## CONCLUSION ET PROPOSITION DE PLAIDOYER

⇒ **Adda Bekkouche**, adjoint à la ville de Colombes, président du groupe-pays Tunisie de Cités Unies France

Adda Bekkouche remercie les intervenants pour leurs éclaircissements et invite l'assemblée à réagir au plaidoyer dont il assure la lecture.

⇒ *échanges avec les participants*

Christophe Brosse, directeur général du CARI, insiste sur l'importance de la présence des communautés de par leurs représentants aux sommets de Nations Unies. Ces derniers doivent porter un plaidoyer commun qui doit s'écrire en concert et tous les jours pour s'adapter au mieux aux besoins du terrain.

Constance Koukoui, cheffe du service d'animation géographique et thématique, référente genre et climat à Cités Unies France, précise que le plaidoyer lu par Adda Boukkouche, après rectification par les collectivités, sera porté par CGLU dans les sommets internationaux.

⇒ **Virginie Rouquette**, directrice générale de Cités Unies France

Virginie Rouquette conclut en proposant une photo de famille à l'extérieur en présence de François Rebsamen, président de Cités Unies France.



## POUR ALLER PLUS LOIN

### Documents :

CARI : analyse de la nouvelle stratégie de l'Initiative de la GMV de l'Union Africaine et du plan d'action décennal (2023-2032) : <https://www.resad-sahel.org/Publications/Analyse-nouvelle-strategie-GMV>

### AFD :

- [Infographie - L'initiative de la Grande muraille verte | AFD - Agence Française de Développement](#)
- [Tout comprendre à l'initiative de la Grande muraille verte au Sahel | AFD - Agence Française de Développement](#)
- [Le groupe AFD et la Grande muraille verte au sud du Sahara | AFD - Agence Française de Développement](#)
- <https://www.afd.fr/fr/actualites/grande-muraille-verte-linitiative-en-3-questions>
- <https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets/prevention-conflits-resilience-systemes-alimentaires-transfrontaliers-afrique>
- <https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets/renforcement-resilience-populations-appui-filiere-proteines-vegetales-niger>
- <https://www.afd.fr/fr/carte-des-projets/appui-securite-alimentaire-nutrition-consolidation-paix-tchad>

### France Volontaire :

Journée mondiale de lutte contre la désertification : <https://france-volontaires.org/actualite/journee-mondiale-de-lutte-contre-la-desertification-et-la-secheresse/>

SUR LE SITE : <https://cites-unies-france.org/Reunion-Afrique-Grande-Muraille-Verte-23-mai-2023-10h30-12h30>

- Plaidoyer « Initiative Grande Muraille Verte : pour que les collectivités locales soient aux commandes du développement territorial et parties prenantes des réponses aux défis environnementaux, alimentaires et sociaux »
- La nouvelle Stratégie de l'Initiative de la Grande Muraille Verte et le plan d'action décennal (2023-2032)
- Diaporama utilisé par l'AFD lors de sa présentation
- Plaidoyer de SOS Sahel

A noter : un formulaire pour sonder les participants sur leur avis vis-à-vis de cette rencontre a été envoyé. Au vu du nombre de réponses, il ne semble pas pertinent d'en faire le retour dans ce compte rendu.

### Contacts :

- Lucas Giboin, [l.giboin@cites-unies-france.org](mailto:l.giboin@cites-unies-france.org)
- Constance Koukouï, [c.koukoui@cites-unies-france.org](mailto:c.koukoui@cites-unies-france.org), +33 (0)6 73 19 42 90
- Elise Deroy, [e.deroy@cites-unies-france.org](mailto:e.deroy@cites-unies-france.org)
- Thomas Lanvin, [t.lanvin@cites-unies-france.org](mailto:t.lanvin@cites-unies-france.org)